

**R E P U B L I Q U E   F R A N C A I S E**

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
SECRETARIAT GENERAL**

Paris, le 25 juillet 2006

**SERVICE DE L'ACCES AU DROIT  
ET A LA JUSTICE  
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Circulaire □ - Note x

*Date d'application : immédiate*

**Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice  
à  
Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel  
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours  
(Métropole et départements d'outre-mer)  
Messieurs les Présidents des Tribunaux Supérieurs d'appel  
de Mamoudzou et de Saint-Pierre et Miquelon  
Messieurs les Procureurs de la République près lesdits Tribunaux  
  
et  
Monsieur le Vice-Président du Conseil d'Etat**

**TITRE DETAILLE : Procédure transitoire de recouvrement des dépenses d'aide  
juridictionnelle**

Mots clés : Aide juridictionnelle-Recouvrement

Publication : *INTRANET SADJPV et DSJ*

**MODALITÉS DE DIFFUSION**

Diffusion assurée par le Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville (SADJPV) aux chefs de cours à charge pour eux d'en assurer la diffusion à toutes les juridictions de leur ressort.



**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Paris, le 25 juillet 2006

**LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE**

**à**

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'Appel  
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours  
(Métropole et départements d'outre-mer)**

**Messieurs les Présidents des tribunaux supérieurs d'appel  
de Mamoudzou et de Saint-Pierre et Miquelon  
Madame et Monsieur le Procureur de la République près lesdits tribunaux**

**et**

**Monsieur le Vice-Président du Conseil d'Etat**

**OBJET : Procédure transitoire de recouvrement des dépenses d'aide juridictionnelle**

Par note en date du 28 février 2006, je vous indiquais que le recouvrement des sommes avancées par l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle devait désormais faire l'objet d'un titre de recette établi par les chefs de cour, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires, au vu des états de recouvrement transmis par les greffes et secrétaires de juridiction avant envoi à la trésorerie générale du siège de la cour d'appel.

Je vous demandais en conséquence de ne plus utiliser les imprimés actuels et de suspendre la notification aux redevables ainsi que la transmission des états aux trésoreries générales des départements.

Un projet de décret en Conseil d'Etat, en cours d'élaboration, adapte à ces nouvelles procédures, les dispositions actuelles des décrets n° 91-1266 du 19 décembre 1991 et n° 96-292 du 2 avril 1996 relatifs à l'aide juridique. Dans l'attente de l'entrée en vigueur de ce décret et à titre transitoire, les états de recouvrement doivent être établis et notifiés aux redevables, avant transmission aux SAR, à l'aide des nouveaux modèles qui se substituent aux imprimés utilisés jusqu'alors par les juridictions.

## I - Etablissement et notification de l'état de frais et dépens vérifiés

Des modifications ont été apportées à l'état de recouvrement et à la lettre de notification dont les modèles sont également disponibles sur le site du SADJPV et de la DSJ. Ils seront communiqués aux juridictions sous forme de trames informatiques.

L'état de recouvrement, se décompose désormais en deux parties : la première concerne exclusivement la phase judiciaire de notification des sommes mis à la charge du justiciable. Elle a pour support l'« **état des frais et dépens vérifiés** » qui sera joint à la lettre de notification. Le modèle de cet état est joint en annexe. Il comporte de nouvelles mentions relatives à l'identification financière du recouvrement qu'il précède :

- le code M.J (Ministère de la Justice) : « MIN 10 » ;
- le code OS ( code ordonnateur de la Cour d'appel) : il devra être indiqué par le SAR aux juridictions de son ressort ;
- la spécification comptable de la ligne de recette : 2313.21 Aide juridictionnelle ;
- le compte comptable concerné : 772.1 Produits des amendes et autres pénalités.

La rubrique IV « dépens à recouvrer » a été complétée par une mention précisant que l'état sera rendu exécutoire au terme du délai d'opposition. La formule exécutoire n'a donc plus à être apposée sur chaque état par le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction.

Comme dans le dispositif antérieur, la lettre de notification a pour objet d'informer le redevable des sommes à recouvrer ainsi que des délais et des modalités d'opposition. Cet envoi sera effectué en deux exemplaires. Les modalités et délais d'opposition restent inchangés.

Le contenu de la lettre de notification, dont le modèle est également joint en annexe, a fait l'objet de modifications en raison du nouveau circuit mis en place. Le redevable doit désormais attendre, pour s'acquitter du paiement, de recevoir un avis du comptable du Trésor. Aussi, les modalités de paiement ne sont-elles plus indiquées dans la lettre de notification.

De même, le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction n'a plus à transmettre au comptable du Trésor, en même temps que la notification aux redevables, un exemplaire des états de frais et dépens vérifiés. Cette formalité est supprimée.

## II – Préparation de l'état de recouvrement

A l'issue du délai d'opposition ouvert au redevable, ou après la notification de la décision de taxe en cas d'opposition, le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction accompagnera l'état des frais et dépens vérifiés par un « **état de recouvrement** », nouveau document rendu nécessaire par la nouvelle procédure comptable, dont un exemplaire est joint en annexe n° 3.

J'appelle votre attention sur l'importance des rubriques comptables à renseigner dans ce document :

- le service chargé de la liquidation : « MIN 10 »

- le code et libellé du service juridique : « Service Administratif Régional »
- le code OS (code ordonnateur secondaire de la Cour d'appel) : il devra être indiqué par le SAR aux juridictions de son ressort ;
- les références du service initiateur : il s'agit du greffe de la juridiction qui établit l'état de frais et dépens
- les numéros de bordereau et de titre : il s'agit du numéro du bordereau de transmission au SAR et du numéro d'ordre affecté dans ce bordereau à chaque état de frais et dépens à recouvrer :
- le service chargé du recouvrement : il s'agit, comme précédemment de la trésorerie générale du département du siège du TGI dans le ressort duquel est située la juridiction saisie de l'affaire au fond.
- désignation de la ligne de la recette :
- la spécification comptable : 2313.21 Aide juridictionnelle
- le compte comptable concerné : 772.1 Produits des amendes et autres pénalités
- le numéro du compte courant de la Trésorerie Générale : il sera indiqué à chaque juridiction par le SAR après contact auprès de la Trésorerie Générale compétente.

La direction générale de la comptabilité publique a précisé que les trésoriers-payeurs généraux ne pourront prendre en charge que des états de recouvrement comportant les mentions prescrites par l'article 125 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié et tout particulièrement la date et lieu de naissance et domicile de la personne contre qui les sommes sont à recouvrer. Une attention particulière sera donc portée sur ce point par le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction.

**Nota** : Ce document, destiné exclusivement au SAR ne doit en aucun cas être adressé ni au redevable ni directement à la trésorerie générale du département du ressort du tribunal émetteur.

### III - Transmission des bordereaux au SAR

A l'issue du délai d'opposition ouvert au redevable, ou après la notification de la décision de taxe en cas d'opposition, le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction transmettra désormais au SAR :

- l'état des frais et dépens vérifiés ;
- l'état de recouvrement ;
- la lettre de notification de l'état des frais et dépens mis à charge ;
- la décision d'admission à l'aide juridictionnelle ;
- la décision de justice portant condamnation aux dépens ;

au moyen du bordereau de transmission utilisé jusqu'alors pour l'envoi des états de recouvrement.

Ce bordereau ne comprendra que les états n'ayant pas fait l'objet de contestation dans le délai d'opposition d'un mois à compter de leur notification. Les états pour lesquels les lettres de notification ont été retournées au greffe avec la mention « n'habite pas à l'adresse indiquée » ou « non réclamé » seront également portés sur ce bordereau. Si, dans cette hypothèse, une opposition tardive est faite par le redevable, le greffier en chef ou le secrétaire de la juridiction en avisera le SAR et le comptable assignataire **du département**.

**Nota** : Il est recommandé de respecter un délai supplémentaire de quinze jours après l'expiration du délai d'opposition avant de procéder à l'envoi des bordereaux au SAR.

#### IV – Réception des bordereaux par le SAR et transmission à la Trésorerie Générale

Le SAR est rendu destinataire par l'ensemble des juridictions du ressort, des bordereaux.

L'ordonnateur délégué par les chefs de cour ajoutera sur le bordereau existant la mention « vu et rendu exécutoire », et la date; il apposera sa signature « pour le premier président de la cour d'appel de ...et le procureur général près la même cour » sur chaque bordereau avant de procéder à son envoi à la **Trésorerie Générale du siège du TGI dans le ressort duquel se trouve la juridiction qui a adressé le bordereau**. Chaque bordereau sera accompagné des pièces y afférentes (états de frais et dépens vérifiés, état de recouvrement, décisions d'admission à l'aide juridictionnelle et décision de justice).

\* \*  
\*

Je vous saurais gré de bien vouloir porter ces informations à la connaissance des chefs de juridiction et des chefs de greffe des juridictions de votre ressort et de faire part, sous le timbre du Service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville (SADJPV), des difficultés rencontrées par ces derniers.

*Le Chef du Service de l'Accès  
au Droit et à la Justice et de  
la Politique de la Ville*

*Marielle THUAU*

## **ANNEXE**

- 1. état des frais et dépens vérifiés,
- 2. lettre de notification de l'état des frais et dépens mis à charge ,
- 3. état de recouvrement.